

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

PRÉPARATION DU DÉPART À LA RETRAITE

Entamer les premières démarches le plus tôt possible

Comment préparer son départ à la retraite ? Quelles sont les démarches à faire ? Quelles sont les pièces à fournir ?

Comment reconstituer sa carrière ? Le rôle du futur retraité est essentiel : il doit s'informer auprès de l'agence de la CNR de la wilaya où il a travaillé. Prendre contact avec le service du personnel où il trouvera toutes les informations utiles et où on lui fournira les documents relatifs à sa carrière et aux salaires perçus.

Pour la constitution du dossier de retraite, il faut obligatoirement fournir une demande de pension de retraite dûment remplie (vous pouvez télécharger le formulaire à partir du site Internet de la CNR : <www.cnr.dz.com>) ; un extrait de naissance du demandeur ; une fiche familiale d'état civil ; un extrait du registre communal visé pour les moudjahidine ; les justifications d'activité (attestation de travail de l'employeur) ; un relevé des salaires perçus durant les 60 mois précédant la date de dépôt de la demande. Pour la constitution du dossier de retraite de réversion, il faut obligatoirement fournir : une demande de pension

dûment remplie (imprimé fourni par la CNR ou à télécharger) ; un acte de décès de l'assuré ; une fiche familiale d'état civil. Lorsque l'assuré décédé n'était pas pensionné, joindre en plus des pièces ci-dessus : les certificats de travail justifiant son activité professionnelle, et une attestation des salaires perçus durant les 60 mois précédant le décès (à remplir par l'employeur).

Obstacles à la reconstitution de carrière

Il est impératif que vous retrouviez la trace des documents qui justifient vos années d'activité et surtout vos versements de cotisations à la Sécurité

sociale. Il faut à la fois relancer votre employeur, et surtout votre Caisse de sécurité sociale qui, elle, possède toutes les informations concernant votre employeur et les salariés qu'il a déclarés. Par ailleurs, il ne faut pas hésiter à écrire à la tutelle de votre agence de Sécurité sociale.

Reconstitution de carrière pour la période d'avant-1962

Est-ce qu'on peut demander la validation des périodes travaillées selon les dispositions de la loi française n°64 1330 du 26 novembre 1964 ou du titre II de la loi du 4 novembre 1985, et est-ce que la demande de reconstitution de

carrière doit être adressée à la CNR ?

La demande de reconstitution de carrière — très légitime, notamment pour les années d'activité salariée antérieures à 1962 — doit effectivement être adressée à la CNR. Cette demande sera d'autant plus facile à prendre en considération que vous disposez des documents justificatifs.

Pour cela, il faut vous adresser soit à l'agence CNR de votre wilaya de résidence, soit à la direction générale de la CNR, direction de la gestion des carrières des assurés sociaux, rue Hassan-Benaâmane, Bir-Mourad-Raïs, Alger — BP 547 Birkhadem — Algérie.

A propos du salaire minimum

Nombre de lecteurs continuent à nous interroger sur le montant du SNMG (salaire national minimum garanti). Nous leur rappelons la réglementation à ce sujet. Le décret présidentiel n°09-416 du 16 décembre 2009 fixant le salaire national minimum garanti a été publié au *Journal officiel* n° 75 du 20 décembre 2009. L'article 1^{er} de ce décret précise que «le salaire national minimum garanti correspondant à une durée légale hebdomadaire de travail de 40 heures, équivalant à 173,33 heures par mois, est fixé à 15 000 DA par mois, soit un taux horaire de 86,54 DA. Le présent décret prend effet à compter du 1^{er} janvier 2010».

La Casnos sur le site web du Journal officiel

Pour prendre connaissance des textes législatifs et réglementaires sur la sécurité sociale, et éventuellement les télécharger et les imprimer, il faut se connecter au site web du journal officiel : <www.joradp.dz>. Nous publions ci-dessous les références de quelques textes qui intéressent les non-salariés, affiliés à la Casnos :

1. Ordonnance no 74-87 du 17 septembre 1974 portant extension de la Sécurité sociale aux non-salariés. (*Journal officiel*, 1974-09-27)

2. Décret exécutif n°96-434 du 30 novembre 1996 modifiant et complétant le décret n° 85-35 du 9 février 1985 relatif à la Sécurité sociale des personnes exer-

çant une activité professionnelle non salariée et affiliées à la Casnos. (*Journal officiel*, 1996-12-01, n° 74, pp. 13-16).

3. Arrêté du 11 mai 1997 fixant les règles et modalités de coordination des régimes de Sécurité sociale des salariés et des non-salariés. (*Journal officiel*, 1997-10-29, no 71, pp. 13-15). Cet arrêté fixe notamment les règles pour la détermination des droits des travailleurs ayant exercé successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une activité non salariée. Texte de base : décret n° 85-35 du 9 février 1985 relatif à la Sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée.

Courrier des lecteurs

Gestion de carrière

Mon oncle a travaillé pendant 3 ans dans une entreprise et il était assuré, seulement il était en mise en disponibilité d'un établissement étatique, qu'il a réintégré après trois ans passés dans le privé.

Cela poserait-il un problème pour sa retraite dans cet établissement étatique ?

RÉPONSE : S'il était déclaré à la Sécurité sociale — avec cotisations à la retraite —, pendant ses 3 années de secteur privé, ces dernières seront prises en compte pour ses droits à la retraite.

Revalorisation annuelle de pension remise en cause !

Tout d'abord, je vous remercie d'avoir bien voulu faire paraître ma requête dans votre journal du 01/02/2011 (espace «Retraite»). Dans votre réponse, vous me posez la question si oui ou non j'ai reçu la décision de trop-perçu, ma réponse est non.

Il ne s'agit pas d'un trop-perçu, mais du cumul des revalorisations annuelles que l'État accorde aux retraités sans distinction aucune. Les revalorisations sont des acquis pour les retraités, je le confirme. Pour votre information, celle de mai 2010 (qui est de 7%) je la touche, alors on défalque de ma pension celles de 2007, 2008 et de 2009 qui s'élève à 3 150 DA. Il y a quelque chose que je ne comprends pas ! Comme vous l'aviez suggéré je vais saisir la commission de recours de la CNR à toute fin utile. Mais je suis sceptique. Chapeau pour Le

Soir d'Algérie qui éclaire les lanternes des retraités qui sont presque... éteintes.

RÉPONSE : Une précision : ce n'est pas l'État qui accorde et finance les revalorisations annuelles des pensions de retraite. C'est une disposition qui est inscrite dans la loi relative à la retraite et qui est à la charge de la CNR pour les retraités issus du régime des travailleurs salariés.

Les retraités du secteur de la pétrochimie et le rachat de cotisations

Nous avons cotisé auprès de la Mutuelle de l'industrie du pétrole (MIP), et voulant bénéficier de la retraite proportionnelle, nous avons procédé au rachat des cotisations pour pouvoir bénéficier du taux complet de la retraite complémentaire auprès de ladite MIP qui doit s'élever à 20% du montant de la retraite. Et la MIP n'a pas tenu ses engagements, puisqu'elle nous a attribué un taux d'environ 13%. Ainsi la MIP a profité sur notre dos de deux manières ; d'une part, le taux est calculé sur un taux de retraite réduit, moins de 80% du salaire puisqu'il s'agit d'une retraite proportionnelle, et d'autre part, elle nous a attribué un taux de moins de 20% qu'elle devrait normalement nous attribuer. D'autant plus que nous avons procédé au rachat de nos cotisations, pourquoi donc racheter nos cotisations si ce n'est pour avoir un taux complet de 20%? Le but de cet écrit c'est de dénoncer les agissements de la MIP et de faire réagir toutes les personnes

victimes de cet état de fait pour engager éventuellement une action concertée. Et je souhaiterais par ailleurs faire réagir la MIP pour connaître son point de vue à ce sujet.

Merci à la rubrique «Soir Retraite»

Rabah, ancien cadre au niveau du groupe pétrolier

Cumul retraites CNR et Casnos

Je vous saurais gré de me dire s'il m'est possible d'avoir une retraite complémentaire si je cotise à la Casnos, bénéficiant déjà d'une retraite avec la CNR avant d'avoir 60 ans. Étant donné que j'exerce actuellement à titre privé.

PS : je n'ai pas encore atteint la soixantaine.

D' Adjel

RÉPONSE : Entre la CNR et la Casnos, il y a un dispositif de coordination pour la gestion des retraites cumulables (salariés et non-salariés). Ce dispositif est défini par la réglementation en vigueur, droit tout à fait compatible avec celui de la retraite Casnos à 65 ans.

Pour en savoir plus sur le dispositif réglementaire, il faut consulter l'arrêté ministériel du 11 mai 1997 qui fixe les règles et les modalités de coordination des régimes de Sécurité sociale des salariés et des non-salariés. Cet arrêté est paru au *Journal officiel* n°71 du 29 octobre 1997 (site Internet du J.O. <www.joradp.dz>). Voir aussi le *Soir d'Algérie* du 18 février 2009, espace *Retraite*. Site Internet du *Soir d'Algérie* : <www.le soirdalgerie.com>, rubrique archives.